



## PRÉFET DU VAL-DE-MARNE

DIRECTION DE LA COORDINATION  
DES POLITIQUES PUBLIQUES ET  
DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET  
DES PROCEDURES D'UTILITE PUBLIQUE

DOSSIER N° : 94.35.094  
COMMUNE : CRETEIL

**Arrêté préfectoral n°2019/3738 du 19 novembre 2019  
portant réglementation complémentaire des installations classées exploitées par la RATP au  
Centre Bus de CRETEIL situé angle de l'avenue du Maréchal Foch et de la route de la Pompadour**

Le Préfet du Val-de-Marne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.511-1 et R.512-31,

VU l'arrêté préfectoral n° 99/2322 du 5 juillet 1999 modifié portant réglementation complémentaire des installations classées exploitées par la RATP au Centre Bus de CRETEIL situé angle de l'avenue du Maréchal Foch et de la route de la Pompadour,

VU le courrier préfectoral du 11 avril 2006 actant du classement sous la rubrique 2930-1-b [DC] avec le bénéfice des droits acquis pour l'atelier de réparation de véhicules,

VU le courrier préfectoral du 6 octobre 2009 actant du classement sous la rubrique 1413-1° [A] avec le bénéfice des droits acquis pour l'installation de distribution de biogaz,

VU le courrier préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2010 actant du classement sous la rubrique 1435-2 [DC] avec le bénéfice des droits acquis pour l'installation de distribution de carburant,

VU le porter-à-connaissance du 9 janvier 2018 relatif aux modifications du Centre Bus complété le 12 juin 2018, le 27 juillet 2018 et le 16 juillet 2019,

VU le courrier de la mairie de Créteil du 6 avril 2018, acceptant une servitude de sécurité sur la parcelle appartenant à la mairie,

VU l'avis et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 19 novembre 2019,

VU les observations de la RATP sur le projet d'arrêté préfectoral qui lui a été présenté le 19 novembre 2019,

CONSIDÉRANT que la RATP a déclaré des modifications dans les modalités d'exploitation de l'établissement ;

CONSIDÉRANT que les modifications présentées dans le dossier du 9 janvier 2018 ne sont pas substantielles au sens de l'article R.512-33 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT qu'il convient toutefois d'actualiser les prescriptions relatives aux conditions d'exploitation de l'établissement sur la commune de Créteil,

Sur la proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture du Val-de-Marne,

## ARRETE

### **ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION**

La RATP, Centre Bus de CRETEIL, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation de son site.

### **ARTICLE 2 : ACTUALISATION DU CLASSEMENT DU SITE**

Les installations actuellement exploitées par la RATP sont désormais classables suivants les rubriques n° 1413-1 [A], 1435-2 [DC], 2563-2 [DC], 2910-A-2 [DC], 2925 [D], 2930-1-b [DC], 4310-2 [DC] de la nomenclature des installations classée pour la protection de l'environnement.

Rubrique	Intitulé	Quantités
1413-1 [A]	Gaz naturel ou biogaz, sous pression (installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs, ou autres appareils, de véhicules ou engins de transport fonctionnant au gaz naturel ou biogaz et comportant des organes de sécurité).  Le débit total en sortie du système de compression étant : 1. Supérieur ou égal à 2000 m³/h ou si la masse totale de gaz contenu dans l'installation est supérieure à 10 t 2. Supérieur ou égal à 80 m³/h, mais inférieur à 2000 m³/h, ou si la masse de gaz contenu dans l'installation est supérieure à 1 t  Nota. – Les débits sont exprimés pour une température de gaz de 273,15 K à une pression de 101,325 kPa.	Hall de charge extérieur Postes de charge rapide : 3 Postes de charge lente : 123 Type de carburant : GNV Débit : 6000 Nm³/h
1435-2 [DC]	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 1. Supérieur à 20 000 m³ 2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³  Nota. — Les débits sont exprimés pour une température de gaz de 273,15 K à une pression de 101,325 kPa Essence : tout dérivé du pétrole, avec ou sans additif d'une pression de vapeur saturante à 20 °C de 13 kPa ou plus, destiné à être utilisé comme carburant pour les véhicules à moteur, excepté le gaz de pétrole liquéfié (GPL) et les carburants pour l'aviation.	Hall de charge Postes de charge : 4 Type de carburant : diesel Volume distribué en 2018 : 2 070 m³
2910-A-2 [DC]	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : 1. Supérieure ou égale à 20 MW 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaudière Nombre de chaudières : 4 Type de combustion : gaz Puissance par chaudières : Chaudière été : 1 × 290 kW Chaudières hiver : 3 × 1450 kW Soit 4,64 MW  Rubrique faisant l'objet de la demande d'autorisation du 10/07/1968, réglementée dans l'arrêté préfectoral du 23/03/1970.
2925 [D]	Accumulateurs (Ateliers de charge d) La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	6 postes de charge électrique pour l'alimentation électrique de bus et véhicules de service / intervention utilisés par le personnel du centre (6 × 40 kW soit 240 kW) Puissance globale installée : 240 kW
2930-1-b [DC]	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie : 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur : a) La surface de l'atelier étant supérieure à 5000 m² b) La surface de l'atelier étant supérieure à 2000 m², mais inférieure ou égale à 5000 m² 2. Vernis, peinture, apprêt (application, cuisson, séchage de) sur véhicules et engins à moteur : a) Si la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée est supérieure à 100 kg/j b) Si la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée est supérieure à 10 kg/j ou si la quantité annuelle de solvants contenus dans les produits susceptibles d'être utilisée est supérieure à 0,5 t, sans que la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée dépasse 100 kg/j.	Hall de maintenance : 4800 m²  Rubrique faisant l'objet de la demande d'autorisation du 10/07/1968, réglementée dans l'arrêté préfectoral du 23/03/1970.
4310	Gaz inflammables catégorie 1 et 2.	station GNV

[DC]	La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t 2. Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	Bouteilles de stockage de gaz naturel : 3 tonnes
------	---	--

### **ARTICLE 3 :**

Les prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n° 99/2322 du 5 juillet 1999 modifié par l'arrêté préfectoral n° 2010/7404 du 17 novembre 2010 portant réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par RATP – Centre Bus de CRETEIL, situé angle de l'avenue du Maréchal Foch et de la route de la Pompadour à Créteil sont abrogées.

### **ARTICLE 4 : DÉLAIS et VOIES de RECOURS**

La présente décision, en application de l'article R.181-50, est soumise à un contentieux de pleine juridiction, et peut être déférée au Tribunal administratif de MELUN :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L181-3, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage dudit arrêté.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **ARTICLE 5 : Information du public**

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est :

- adressée à la mairie de CRÉTEIL pour affichage pendant un mois et pour y être consultée par le public ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- insérée au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne ;
- publiée sur le site national internet de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 6 : Exécution du présent arrêté**

La Secrétaire Générale de la Préfecture, le Maire de CRÉTEIL et le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet

Raymond LE DEUN

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

**TITRE 1 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES À L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS**

**CHAPITRE 1.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**Article 1.1.1 Conformité de l'installation à l'autorisation la déclaration**

Les installations doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément aux plans et autres documents du dossier de porter à connaissance déposé le 9 janvier 2018 et aux compléments du 12 juin 2018, du 27 juillet 2018 et du 16 juillet 2019, sous réserve du respect des prescriptions ci-après.

**Article 1.1.2 Modifications**

Toute modification apportée par le déclarant à une des installations, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des documents ayant conduit à l'élaboration des présentes prescriptions, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration ou demande d'enregistrement ou d'autorisation en application des articles R. 512-54, R. 512-46-23 et R. 181-46 du code de l'environnement.

**Article 1.1.3 Justification du respect des prescriptions de l'arrêté**

En cas de nouvelle déclaration ou de nouveau dossier de porter à connaissance, l'exploitant devra préciser les mesures prises ou prévues pour respecter les dispositions du présent arrêté.

**Article 1.1.4 Dossier installations classées**

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant notamment les documents suivants :

- le nom du responsable de l'installation ;
- le dossier de porter à connaissance ;
- les plans tenus à jour :
  - un plan de situation du cadastre à jour dans un rayon de 100 m,
  - un plan à l'échelle de 1/200 au minimum, accompagné de légendes et descriptions permettant de se rendre compte des dispositions matérielles de l'installation et indiquant l'affectation, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, des constructions et terrains avoisinants ainsi que les points d'eau, canaux, cours d'eau et réseaux enterrés (un plan jusqu'au 1/1000 est admis sous réserve que les éléments précités restent lisibles) ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales applicables ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- les documents prévus aux articles 1.3.5, 1.3.6, 1.4.3, 1.4.7, 1.4.8, 1.7.7 du présent arrêté ;
- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit, les rapports des visites ;
- les consignes de sécurité et d'incendie ;
- les consignes d'exploitation ;
- tous les documents, enregistrement, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté dont les certificats d'étanchéité des installations contenant du gaz.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les documents retirés du dossier, lors de sa mise à jour, sont archivés.

**Article 1.1.5 Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle**

L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

#### **Article 1.1.6 Changement d'exploitant**

Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

#### **Article 1.1.7 Cessation d'activité**

Sans préjudice des mesures de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement pour l'application des articles R.512-39-2 et R.512-39-3, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. La notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et des déchets présents sur le site ;
- les interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

## **CHAPITRE 1.2 IMPLANTATION – AMÉNAGEMENT**

#### **Article 1.2.1 Règles d'implantation**

Les installations doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément aux plans et autres documents du dossier de porter à connaissance déposé le 9 janvier 2018 et aux compléments du 12 juin 2018, du 27 juillet 2018 et du 16 juillet 2019.

#### **Article 1.2.2 Intégration dans le paysage**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site est maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement, etc.).

#### **Article 1.2.3 Interdiction d'habitations au-dessus des installations**

Les installations ne sont pas surmontées de locaux occupés par des tiers ou habités.

#### **Article 1.2.4 Comportement au feu des bâtiments**

Les locaux construits postérieurement à l'arrêté préfectoral n° 99/2322 du 5 juillet 1999 abritant les installations, présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures ;
- couverture incombustible ;
- portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'une ferme porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- porte donnant vers l'extérieur pare flamme de degré 1/2 heure ;
- matériaux de classe MO (incombustibles).

Les locaux abritant l'installation d'entretien et de réparation de véhicules sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent).

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

Les conteneurs ou capotages abritant les installations de compression ne sont pas considérés comme des locaux au sens du présent article. Les caractéristiques de ces conteneurs sont visées au chapitre 2.2.

#### **Article 1.2.5 Accessibilité**

Les installations sont accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elles sont desservies, sur au moins une face, par une voie engin ou par une voie échelle si le plancher haut d'une de celles-ci est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés.

#### **Article 1.2.6 Ventilation**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines.

Des systèmes de ventilation et de détection de gaz sont mis en place dans toutes les zones identifiées par l'exploitant comme présentant un risque « atmosphères explosives » (ATEX). La détection de gaz au seuil maximum correspondant à 20 % de la LIE entraîne la mise en sécurité ultime de l'installation, l'information du personnel (alarme sonore et visuelle) et la mise en œuvre des consignes de sécurité correspondantes.

#### **Article 1.2.7 Installations électriques**

Les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

L'installation électrique comporte un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manœuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution de carburant. Un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale est réalisé au moins une fois par an.

La commande de ce dispositif est placée en un endroit facilement accessible à tout moment au préposé responsable de l'exploitation de l'installation.

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 4.2 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement.

Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Dans les parties de l'installation où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques sont composées, de matériels qui, en service normal, n'engendrent ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptibles de provoquer une explosion.

Les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause. L'exploitant tient à jour leur inventaire, et dispose des justificatifs de conformité.

#### **Article 1.2.8 Mise à la terre des équipements**

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

#### **Article 1.2.9 Rétention des aires et locaux de travail**

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférences récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités conformément à l'article 1.5.7 et au chapitre 1.7 du présent arrêté.

#### **Article 1.2.10 Cuvettes de rétention**

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.

L'isolement des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement susceptibles de recueillir des déversements est assuré par dispositif d'obturation, à déclenchement automatique ou commandable à distance.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

#### **Article 1.2.11 Protection contre la foudre**

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié, section III, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

### **CHAPITRE 1.3 EXPLOITATION – ENTRETIEN**

#### **Article 1.3.1 Surveillance de l'exploitation**

L'exploitation se fait sous la surveillance constante, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

#### **Article 1.3.2 Contrôle de l'accès**

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations. Le site est clôturé et les accès sont surveillés pour éviter toute intrusion.

#### **Article 1.3.3 Connaissance des produits – Étiquetage**

L'exploitant a à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par le code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Les conduits contenant des fluides sont repérés conformément aux normes en vigueur. Les dispositifs de coupure sont signalés de façon bien visible et inaltérable.

#### **Article 1.3.4 Propreté**

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Les déchets sont évacués aussi souvent que nécessaire. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

#### **Article 1.3.5 Registre entrée / sortie**

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

### **Article 1.3.6 Vérification périodique des installations électriques**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées, entretenues et vérifiées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification.

## **CHAPITRE 1.4 RISQUES**

### **Article 1.4.0 Généralités**

Toutes dispositions sont prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion et pour protéger les installations contre la foudre (les locaux abritant les compresseurs notamment) et l'accumulation éventuelle d'électricité statique.

### **Article 1.4.1 Protection individuelle**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces matériels.

L'établissement est muni de masques de secours efficaces, adaptés aux risques présentés par l'installation, en nombre suffisant, maintenus toujours en bon état et dans un endroit d'accès facile. Le personnel est entraîné et familiarisé avec l'emploi et le port de ces masques.

### **Article 1.4.2 Moyens de secours contre l'incendie**

Le Centre Bus de Créteil est doté d'un Système de Sécurité Incendie (SSI) de catégorie A équipé d'un équipement de contrôle et signalisation et de déclencheurs manuels répartis sur le centre. Les équipements centraux du SSI sont installés au poste de garde et surveillés par un agent SSIAP1. L'Unité de Gestion d'Alarme (UGA) intégrée au Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie (CMSI) permet d'assurer la diffusion de l'alarme générale en tout point du centre Bus de CRETEIL en cas de sinistre. Un agent SSIAP1 est présent 24H/24H au poste de sécurité à l'entrée du centre bus. Il est chargé d'exploiter les alarmes incendie, gaz et techniques. En cas de déclenchement d'une alarme, l'agent prévient immédiatement l'exploitant afin de réaliser une levée de doute (des employés de maintenance qualifiés travaillent 24H/24H sur le site et sont chargés de ces levées de doute).

Le site est doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'au moins 3 appareils d'incendie (bouches, poteaux, etc.) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;
- d'extincteurs judicieusement répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. Chaque bus est muni d'un extincteur portatif ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- d'un système d'alarme incendie ;
- de robinets d'incendie armés testés mensuellement. Ces tests sont mentionnés sur des fiches de contrôle d'installations fixes annexées au registre d'incendie ;
- d'un système de détection automatique d'incendie et de détection gaz pour les installations de compression, stockage et distribution de gaz naturel pour véhicule (GNV) visées au titre II ;
- d'un système de détection gaz pour le hall de remisage couvert, les locaux de maintenance et de lavage des bus ;
- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des pelles ;
- de matériels spécifiques appropriés aux risques ;
- de couvertures coupe-feu.

Le cas échéant, ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ils sont protégés du gel. Le personnel est formé et entraîné à leur utilisation.

L'exploitant réalise au moins 2 exercices par an de lutte contre l'incendie, 1 de jour et 1 de nuit, en présence du responsable du dépôt ou de son représentant, conformément au chapitre 14.2.9 du porteur à connaissance du 9 janvier 2018 susvisé.

#### **Article 1.4.3 Localisation des risques**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. Ces zones sont délimitées par une trace au sol et reportées sur le plan de sécurité de l'établissement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé, par exemple à l'aide de panneaux. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement.

#### **Article 1.4.4 Matériel électrique de sécurité**

Dans les parties de l'installation visées à l'article 1.4.3 « atmosphères explosives », les installations électriques de sécurité respectent les dispositions de l'article 1.2.7 du présent arrêté.

Les installations électriques de sécurité sont secourues par le groupe électrogène du centre en cas de perte d'alimentation électrique.

#### **Article 1.4.5 Interdiction des feux**

Dans les parties de l'installation, visées à l'article 1.4.3, présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

#### **Article 1.4.6 « Permis de travail » et / ou « permis de feu » dans les parties de l'installation visées à l'article 1.4.3**

Dans les parties de l'installation visées à l'article 1.4.3, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits, etc.) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail », et éventuellement d'un « permis de feu », et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le « permis de travail », et éventuellement le « permis de feu », et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail », et éventuellement le « permis de feu », et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Le permis de feu prévoit notamment le balisage d'une zone de 7 mètres autour de l'activité exigeant un permis feu. Dans cette zone, aucun bus GNV n'est autorisé à stationner. Les travaux, opérations et interventions sur les bus sont réalisés exclusivement en atelier et sont interdites sur les zones de remisage.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant.

#### **Article 1.4.7 Consignes de sécurité**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées, de façon bien visible, dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées à l'article 1.4.3 « incendie » et « atmosphères explosives » ;
- l'obligation du « permis de travail » et/ou du « permis de feu » pour les parties de l'installation visées à l'article 1.4.3 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides, réseaux de gaz naturel et de biogaz) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues à l'article 1.5.7 ;

- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, y compris les moyens de coupure de l'alimentation en gaz naturel et en biogaz ;
- les emplacements de tous les dispositifs d'alarme et appareils d'incendie et de secours ;
- la ou les procédures d'alerte, devant être opérationnelles 24 heures sur 24, (alarme, alerte, évacuation du personnel, attaque au feu, ouverture des portes, personne chargée de guider les sapeurs-pompiers, etc.) avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

Les plans des locaux et des installations sont affichés près des accès de l'établissement et indiquent notamment l'emplacement des équipements de sécurité.

L'entrée dans une zone ATEX est matérialisée par un panneau d'affichage.

Les commandes des sirènes sont signalées par des plaques visibles.

Les renseignements relatifs aux modalités d'appel des sapeurs-pompiers sont affichés bien en évidence et d'une façon inaltérable près des appareils téléphoniques reliés au réseau urbain.

#### **Article 1.4.8 Consignes d'exploitation**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal et dégradé, entretien, etc.) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- le maintien dans l'atelier de fabrication de la quantité de matières nécessaire au fonctionnement de l'installation.

L'exploitant veille également à la qualification professionnelle et à la formation à la sécurité de son personnel. Pour l'ensemble des installations, une formation à la sécurité est dispensée aux opérateurs. Cette formation est adaptée aux risques inhérents à tous les postes sur lesquels le personnel ou intervenant extérieur est susceptible d'intervenir. Cette formation est systématique pour tous les nouveaux embauchés. L'organisation de la formation du personnel ainsi que la définition et l'adéquation du contenu des formations font l'objet d'un plan annuel.

## **CHAPITRE 1.5 EAU**

### **Article 1.5.1 Prélèvements**

Le prélèvement d'eau dans le milieu naturel n'est pas autorisé.

Le réseau interne d'eau potable comporte des dispositifs de disconnexion placés judicieusement selon les zones distribuées.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

### **Article 1.5.2 Consommation**

Toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

Les circuits de refroidissement ouverts sont interdits au-delà d'un débit de 10 m³/j.

### **Article 1.5.3 Réseau de collecte**

Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.

A) Les eaux résiduaires sont rejetées au regard 7 du réseau d'eaux usées public interdépartemental n° 28 552 Ø 0,60 m, avenue du Maréchal Foch à Créteil.

B) Les eaux pluviales sont rejetées, de manière gravitaire, au point de raccordement existant au réseau public situé sur la D60, route de La Pompadour, en respectant le débit maximal de rejet de 2 l/s/ha imposé par le zonage d'assainissement du secteur.

Afin de maîtriser le débit maximal de rejet, des ouvrages de rétention de volume suffisant sont implantés sur le site.

Un séparateur à hydrocarbures équipé d'un système de fermeture automatique (obturateur) est mis en place en amont du point de rejet. Les consignes d'exploitation comprennent sa surveillance régulière et le contrôle de son bon fonctionnement.

#### **Article 1.5.4 Mesure des volumes rejetés**

La quantité d'eau rejetée est mesurée journallement ou à défaut évaluée à partir de la mesure des quantités d'eau prélevées dans le réseau de distribution publique ou dans le milieu naturel.

#### **Article 1.5.5 Valeurs limites de rejet**

Sauf dispositions plus contraignantes prévues dans les conventions de déversement dans le réseau public, les rejets d'eaux résiduaire font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

A) Débit maximum autorisé :

débit journalier : 25 m<sup>3</sup>/j,

débit horaire : 3 m<sup>3</sup>/h ;

B) Flux et concentration maxima autorisés :

Paramètre	Concentration maximale
Température	30 °C
pH	5,5 à 8,5
Demande biochimique en oxygène à 5 jours (DBO <sub>5</sub> )	800 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	2000 mg/l
Matières en suspension (MES)	600 mg/l
Teneur en azote total (NGL)	150 mg/l
Teneur en phosphore total	50 mg/l
Sulfates	400 mg/l

C) Autres substances :

Paramètre	Concentration maximale
Hydrocarbures totaux	10 mg/l
Indice phénols	0,3 mg/l
Détergents anioniques	30 mg/l
Composés organiques halogénés (AOX ou EOX)	1 mg/l
Cyanure aisément libérable	0,1 mg/l
Fer et aluminium	5 mg/l
Cadmium	0,2 mg/l
Chrome et composés (en Cr)	0,5 mg/l
Cuivre et composés (en Cu)	0,5 mg/l
Étain et composés (en Sn)	2 mg/l
Nickel et composés (en Ni)	0,5 mg/l
Plomb et composés (en Pb)	0,5 mg/l
Zinc et composés (en Zn)	2 mg/l

Chrome hexavalent	0,1 mg/l
Métaux totaux	15 mg/l

#### **Article 1.5.6 Interdiction des rejets en nappe**

Le rejet direct ou indirect même après épuration d'eaux résiduares dans une nappe souterraine est interdit.

#### **Article 1.5.7 Prévention des pollutions accidentelles**

Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident se fait, soit dans les conditions prévues à l'article 1.5.5 ci-dessus, soit comme des déchets dans les conditions prévues au chapitre 1.7 ci-après.

#### **Article 1.5.8 Épandage**

L'épandage des eaux résiduares, des boues et des déchets est interdit.

#### **Article 1.5.9 Mesure périodique de la pollution rejetée**

Sauf dispositions plus contraignantes prévues dans les conventions de déversement dans le réseau public, une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 1.5.5 aux points B) et C) est effectuée au moins une fois par an par un organisme agréé par le ministre de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

## **CHAPITRE 1.6 AIR – ODEURS**

#### **Article 1.6.1 Captage et épuration des rejets à l'atmosphère**

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs sont munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins d'analyse.

Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des habitations et ne comporte pas d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois, etc.).

#### **Article 1.6.2 Valeurs limites et conditions de rejet**

Les effluents gazeux respectent les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) et mesurées selon les méthodes définies à l'article 1.6.3.

a) Poussières :

Les gaz rejetés à l'atmosphère ne contiennent pas plus de 50 mg/m<sup>3</sup> de poussières.

b) Composés organiques volatils hors méthane (hydrocarbures, solvants, etc.) :

Les gaz rejetés à l'atmosphère ne contiennent pas plus de 150 mg/m<sup>3</sup> de composés organiques volatils (en équivalent méthane) si le débit massique horaire dépassé 2 kg/h.

c) En cas de besoin, d'autres valeurs d'émission relatives à certains polluants spécifiques issus des activités du site peuvent être imposées par arrêté complémentaire.

d) Le point de rejet dépasse d'au moins 3 mètres les façades des bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.

#### **Article 1.6.3 Mesure périodique de la pollution rejetée**

Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés à l'article 1.6.2 est effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les trois ans.

Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre de l'environnement quand il existe une procédure d'agrément des organismes.

À défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulières ou vésiculaires, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par les normes en vigueur sont respectées.

Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.

## **CHAPITRE 1.7 DÉCHETS**

### **Article 1.7.1 Limitation de la production de déchets**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
  - a) la préparation en vue de la réutilisation,
  - b) le recyclage,
  - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique,
  - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 1.7.2 Séparation des déchets**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

### **Article 1.7.3 Conception et exploitation des installations d'entreposage interne des déchets**

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou mélanges dangereux sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou mélanges dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux pluviales de ruissellement.

#### **Article 1.7.4 Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement**

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés aux articles L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

#### **Article 1.7.5 Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement**

À l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

#### **Article 1.7.6 Transport**

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application de règlement (CE) n°1013/2006 du Parlement européen et du Conseil de 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

#### **Article 1.7.7 Registre**

L'exploitant tient à jour le registre des déchets prévu par l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

### **CHAPITRE 1.8 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES**

#### **Article 1.8.1 Aménagements**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Dans le cas d'un dépassement des valeurs limites prévues au chapitre 7.2 du présent arrêté des propositions d'aménagements permettant le respect de ces valeurs, accompagnés d'un échéancier de réalisation, sont transmises sous 3 mois à l'inspection des installations classées.

#### **Article 1.8.2 Véhicules et engins de chantier**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être

utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

### **Article 1.8.3 Appareils de communication**

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### **Article 1.8.4 Valeurs limites d'émergence**

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté du 23/01/1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

### **Article 1.8.5 Niveaux limites de bruit en limite de propriété**

Les niveaux de bruit en limite de propriété de l'établissement ne doivent pas dépasser, lorsque les installations sont en fonctionnement, les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée (sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite) :

Périodes	Période de jour allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Période de nuit allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Niveau sonore limite accessible	70 dB(A)	60 dB(A)

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23/01/1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

### **Article 1.8.6 Vibrations**

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis sont déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

### **Article 1.8.7 Émissions lumineuses**

De manière à réduire la consommation d'énergie et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux ;
- les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant s'assure que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

## **TITRE 2 PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À L'UTILISATION (TRANSPORT, COMPRESSION, STOCKAGE ET DISTRIBUTION) DE GAZ NATUREL POUR VEHICULES (GNV)**

### **CHAPITRE 2.1 GÉNÉRALITÉS**

#### **Article 2.1.1 Poste de livraison du gaz**

Le poste de livraison du gaz du site est être aménagé de façon à se trouver en atmosphère dite non-confinée.

De plus, toutes dispositions sont prises pour limiter les effets de nature incidentelles ou accidentelles sur le site dont le poste de livraison de gaz serait la source.

De même, toutes dispositions sont prises pour que les activités du site ne portent pas atteinte au poste de livraison de gaz.

Notamment, des murs de protection de degré coupe-feu deux heures et de hauteur 4 m sont aménagés au niveau des façades Sud et Est du poste de détente gaz, ceci afin de l'isoler des effets d'un jet enflammé d'un bus GNV stationné à proximité de celui-ci.

Le débit d'alimentation en gaz du site est au maximum de 6000 Nm<sup>3</sup>/h avant l'entrée dans la zone « compresseur ». Un limiteur de débit est installé pour s'assurer de ne pas dépasser cette valeur limite.

#### **Article 2.1.2 Implantation**

Les installations sont implantées de telle sorte que les effets létaux liés à un éventuel accident restent dans les limites de l'établissement.

Afin de protéger le bâtiment d'habitation, rattaché aux services techniques de la commune de Créteil, situé à l'est du site, à proximité des zones de remisage et de charge des bus, l'exploitant met en œuvre la réalisation d'un mur coupe-feux de degré 2 heures d'une hauteur de 4 mètres et d'une longueur supérieure à 60 mètres.

Afin de maîtriser les effets pouvant sortir du site en provenance des zones de remisage de bus, impactant le voisinage situé au sud de l'emprise du site (se trouvant sur la commune de Valenton), l'exploitant transmet au préfet, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, la justification des mesures prises pour atteindre les objectifs fixés au présent article.

Tout stationnement est interdit sur les allées de circulation, notamment au sud, au sud-ouest et à l'ouest du hall de remisage et de maintenance. Cette interdiction est matérialisée.

Concernant les zones situées au nord de l'emprise du site, sur la commune de Créteil, faisant l'objet de zones de remisage ou de zones de charge, une distance de retrait de 13 mètres est respectée vis-à-vis de la limite du site. Des panneaux de signalisation sont installés interdisant l'arrêt et le stationnement des bus dans ces zones de retrait de 13 mètres. Ces zones sont protégées de l'accès de personnes extérieures au site, par tous moyens.

#### **Article 2.1.3 Choix et résistance des matériaux. Contrôle**

La pression maximale de service de l'installation est de 300 bars. Les manomètres doivent avoir une lecture à pleine échelle qui ne soit pas inférieure à 1,2 fois la pression de service maximale. Les manomètres de l'ensemble de l'installation ont les mêmes unités de lecture.

Les circuits de fluide (compresseurs et équipements annexes, réservoirs et canalisations) sous pression sont conformes aux textes législatifs et réglementaires en vigueur (renouvellement des contrôles et épreuves notamment) et aux règles de l'art et sont vérifiés régulièrement.

La résistance mécanique et l'étanchéité de l'ensemble de l'installation sont contrôlées après montage par des moyens appropriés, notamment des épreuves (essai hydrostatique, essai d'étanchéité, etc.).

Avant la mise en service des bornes de charge gaz, sont réalisés au moins les essais suivants :

- évaluation de la construction, des matériaux utilisés et de leur mise en œuvre ;
- contrôle des zones dangereuses et des matériels électriques utilisés ;

- essai de la résistance à la pression d'essai ;
- essai d'étanchéité dans des conditions de fonctionnement normal ;
- contrôle du bon fonctionnement, y compris des dispositifs de sécurité ;
- prévention de l'aspiration d'air dans les parties du système contenant du gaz naturel.

Un certificat de ces contrôles et épreuves est établi par l'installateur et remis à l'exploitant.

Ces essais sont renouvelés après toute réparation pouvant intéresser la résistance et l'étanchéité des réservoirs ou des équipements annexes.

Un manuel qualité, pour l'ensemble des installations, est établi par l'installateur et remis à l'exploitant.

Un contrôle visuel complémentaire de l'ensemble des installations GNV est réalisé mensuellement pour s'assurer notamment de l'absence de corrosion sur les équipements situés à l'extérieur et du bon état général des flexibles et des pistolets. Les équipements de sécurité font l'objet d'une vérification au moins annuelle.

#### **Article 2.1.4 Tuyauteries**

Les tuyauteries de l'ensemble des installations et ses raccords sont fixées solidement et sûrement de façon à éviter une disjonction en marche normale qui pourrait se produire par les vibrations produites par des mouvements mécaniques divers.

Les canalisations de transfert de gaz entre les différentes installations (compression, stockage et distribution) sont enterrées en caniveaux visitables à l'exception de la canalisation de distribution de gaz aux postes de charge lente de bus articulés au centre de l'aire de remisage qui est aérienne, en acier inoxydable sans soudure et placée à 4 mètres de hauteur (hors zone d'impact avec véhicules).

Cette canalisation aérienne est disposée de telle sorte qu'elle puisse être inspectée visuellement.

Les matériaux constitutifs, les dimensions et les modes d'assemblage des tuyauteries sont choisis pour résister aux actions mécaniques, physiques, et aux actions chimiques dues aux produits transportés. Elles sont remplacées, selon les mêmes modalités, aussi souvent que nécessaire au maintien en sécurité des installations.

Le nombre de raccords est réduit à minimum.

La canalisation enterrée principale d'alimentation gaz (en sortie du poste livraison et desservant les compresseurs) est équipée d'une protection cathodique et protégée par une dalle béton sur l'ensemble du nouveau tracé. Pour assurer cette protection cathodique, des connexions isolées sont utilisées pour isoler électriquement les dispositifs de remplissage des canalisations de gaz. Ces connexions isolées ne doivent pas provoquer d'étincelles dans les zones dangereuses. La canalisation est soudée et fabriquées en acier au carbone ou en acier inoxydable conformément à la réglementation en vigueur. Elle est vérifiée et testée conformément à la réglementation en vigueur.

Les flexibles de distribution disposent de raccords cassants.

#### **Article 2.1.5 Événements**

Toutes mesures sont prises pour l'évacuation, à l'extérieur, sans qu'il puisse en résulter de danger ou d'inconfort quelque-soient les conditions météorologiques, du gaz provenant des soupapes de sûreté dont chaque élément sous pression doit être doté. Les événements de sécurité sont conçus en tenant compte des effets défavorables de la pluie, de la condensation, des corps étrangers et de la rouille.

Le raccordement des événements de sûreté ne doit pas empêcher le fonctionnement des détendeurs.

La mise à l'air libre dans des enceintes confinées est interdite. Le débouché du ou des événements est situé à plus d'un mètre au-dessus du faitage de tout bâtiment présent dans un rayon de cinq mètres, au moins à trois mètres au-dessus du sol et à une distance d'au moins trois mètres des ouvertures des bâtiments.

Les orifices d'échappements des soupapes des réservoirs sont munis d'un chapeau éjectable (ou d'un dispositif équivalent), le jet d'échappement des soupapes s'effectue de bas en haut, sans rencontrer d'obstacle et notamment de saillie de toiture.

#### **Article 2.1.6 Dispositifs de Sécurité et moyens de secours**

Un dispositif automatique à sécurité positive de coupure du gaz est installé en aval du poste de détente asservi à la détection gaz de la station GNV, ce dispositif est doublé par une commande manuelle.

Tous les équipements sous pression sont équipés de soupapes de sécurité adaptées et reliées aux événements.

Des dispositifs d'arrêt d'urgence manuel et automatique permettent à la fois d'isoler tous les équipements électriques situés à l'intérieur des zones de sécurité et de fermer les vannes ayant fonction de sécurité (Mise en Sécurité Ultime : MSU). Ces dispositifs sont répartis judicieusement et situés de façons accessibles à une distance de sécurité des éléments critiques.

Les vannes de sécurité sont à sécurité positive « automatique ».

Pour des opérations courantes (compresseur en fonctionnement) le personnel intervenant dans les conteneurs accueillant les installations de compression doivent être habilités ATEX (avec l'outillage adapté ATEX).

Si les conditions ci-dessus ne peuvent pas être remplies, les installations sont vidangées, inertées et consignées avant toute intervention à l'intérieur des conteneurs.

Des systèmes de détection gaz et de détection incendie sont mis en place. Les détecteurs sont placés de manière judicieuse dans les zones où des fuites de gaz sont susceptibles d'avoir lieu (stockage, etc.). La détection de gaz, au seuil maximum correspondant à 20 % de la LIE entraîne la mise en Sécurité Ultime de l'installation, l'information du personnel (alarme sonore et visuelle) et la mise en œuvre des consignes de sécurité correspondantes. L'installation est réalisée conformément aux normes en vigueur.

Les moyens de secours sont disposés de façon bien visible et leur accès est maintenu constamment dégagé. Les équipements sont vérifiés tous les ans par une entreprise agréée, ils sont protégés du gel éventuel. Le personnel est entraîné régulièrement à leur manœuvre.

L'établissement est équipé d'un dispositif d'alarme sonore et visuelle destiné à inviter le personnel à quitter l'établissement en cas d'incendie.

Une plaque indicatrice de manœuvre est installée de manière inaltérable près des dispositifs ayant des fonctions de sécurité.

Les équipements importants pour la sécurité doivent être secourus par un groupe électrogène. L'exploitant établit la liste des équipements devant être secourus.

Sous réserve des impératifs techniques qui peuvent résulter de la mise en place de dispositifs de protection cathodique, les installations fixes de transfert de gaz ainsi que les charpentes et enveloppes métalliques sont reliées électriquement entre elles en permanence ainsi qu'à une prise de terre.

#### **Article 2.1.7 Consignes de sécurité et d'exploitation**

Des consignes de sécurité écrites (plan d'urgence) spécifique au risque « GAZ », fixant la conduite à tenir en cas d'incendie (alarme, alerte, évacuation du personnel, ouverture des portes, personnes chargées de guider les sapeurs pompiers, etc.) et décrivant les procédures d'arrêt d'urgence sont établies, reportées dans le dossier installations classées prévu à l'article 1.1.4 du présent arrêté et affichées dans les différents locaux. Ces consignes sont réalisées et adaptées pour chacun des différents équipements (stockage, atelier, distribution, compresseurs, etc.)

La MSU (Mise en Sécurité Ultime) comprend au moins les opérations suivantes :

- mise hors tension des équipements électriques à l'exception des organes de sécurité et installations électriques adaptées en milieu explosif ;
- coupure de l'alimentation gaz (au poste de livraison notamment) ;
- l'arrêt des compresseurs ;
- l'isolement du stockage ainsi que des postes de charge ;
- le transfert des gaz entre le compresseur, le stockage et l'unité de distribution ainsi qu'entre les différentes sections de stockage doit être stoppé. Si plusieurs distributeurs sont raccordés à un même stockage, la fourniture de gaz peut être stoppée par des vannes communes ;
- la séquence d'arrêt inclut une fermeture différée de la vanne d'isolement située à l'admission du poste de compression afin d'éviter toute aspiration d'air dans la conduite en dépression pendant l'arrêt d'urgence.

Cette MSU est déclenchée sur pression haute dans l'ensemble du circuit gaz des installations GNV.

Des consignes d'exploitation, spécifiques à l'utilisation du GAZ, fixant la conduite à tenir, notamment en cas de MSU (Mise en Sécurité Ultime) et lors de la remise en exploitation après mise en œuvre de la MSU, sont établies et reportées dans le dossier installations classées prévu à l'article 1.1.4 du présent arrêté. Le personnel est régulièrement informé de ces consignes et formé aux moyens de secours (moyens d'intervention).

Toutes dispositions sont prises pour écarter du voisinage des zones dangereuses (cf. article 1.4.3 du présent arrêté) tout foyer éventuel d'incendie : bus, dépôt de bois, toute accumulation de déchets ou des produits combustibles, huiles, etc.

Les systèmes sont purgés, par du personnel qualifié, selon une procédure définie par l'exploitant. Un permis de travail ou de feu est réalisé. Les purges sont réalisées dans des endroits suffisamment aérés pour éviter toute formation d'atmosphère explosive et ne doivent pas générer de nuisance ou de risque pour le voisinage. Les gaz issus des purges sont collectés dans un réservoir de récupération possédant une soupape de sécurité.

La ventilation naturelle permanente du hall de remisage des bus alimentés au gaz est assurée par des ouvertures correspondant au moins au 1/50<sup>ème</sup> de la surface au sol. La détection gaz prévue à l'article 1.4.2 du présent arrêté est composée de détecteurs judicieusement répartis, conformément aux normes en vigueur.

Les bus GNV disposent des mesures de sécurité suivantes :

- le circuit de remplissage du réservoir gaz situé en toiture du bus est équipé de clapets anti-retours sur chaque bouteille ;
- l'alimentation du moteur dispose d'une électrovanne à sécurité positive et d'une vanne de sectionnement manuelle permettant l'isolement du réservoir du circuit moteur du bus ;
- le capot de protection des bouteilles (implantées en partie haute des bus afin d'éviter leur détérioration en cas d'impact véhicule) avec évent en partie supérieure et dirigés vers le haut (diffusion verticale des gaz) ;
- Des fusibles thermiques permettent de purger les réservoirs en cas d'élévation de la température au-dessus de 100 °C. Ces fusibles sont disposés au-dessus des roues du véhicule et au niveau des réservoirs sur le toit. Le gaz purgé des réservoirs est rejeté via les événements dirigés vers le haut, disposés en partie supérieure du toit.

Les bus GNV acquis à partir d'octobre 2015 sont équipés d'un système d'extinction incendie protégeant le compartiment moteur, se déclenchant automatiquement au-delà d'une température de 180 °C ou pouvant être déclenché manuellement.

Le stationnement des bus est organisé par l'exploitant de manière à permettre une accessibilité aisée aux services de secours et à faciliter leur évacuation en cas d'incendie.

La circulation des véhicules au GAZ sur le site est étudiée afin de limiter les risques de collision entre véhicules ou avec les équipements (compresseurs, événements, etc.).

#### **Article 2.1.8 règles de circulation**

Les pistes et les aires de stationnement des bus permettent une évacuation en marche avant des dits bus.

Les pistes et les voies d'accès ne sont pas en impasse, sauf dans le cas de distribution de gaz naturel ou de biogaz sans présence du conducteur durant la phase de remplissage.

L'exploitant dispose d'un plan de circulation définissant notamment un seul sens de circulation entre les places de remisage, le stationnement en marche arrière pour les bus standard et le stationnement traversant pour les bus articulés et une vitesse maximale de 20 km/h pour tous les véhicules.

## **CHAPITRE 2.2 COMPRESSION**

#### **Article 2.2.1 Implantation / construction**

L'implantation des compresseurs respecte une distance minimale de 3 m vis-à-vis des ouvertures des bâtiments du site et de 7 m vis-à-vis des limites du site.

Chaque compresseur (et équipements associés) est implanté dans un conteneur individuel spécifique insonorisé, en matériaux de classe A1 (incombustibles), fermé à clefs et avec un toit soufflant (décharge verticale vers le haut des effets de pression).

Les conteneurs sont exclusivement affectés à la compression et maintenus en parfait état de propreté, tout stockage de matières combustibles, inflammables ou gazeuses est strictement interdit. Des systèmes de détection gaz et incendie sont aménagés dans chacun des conteneurs et couplés à des vannes de fermeture automatiques et un système d'alarme sonore et visuelle. Les conteneurs, implantés dans une zone clôturée, sont ventilés naturellement via des ouvertures en partie haute et basse.

Les installations sont également protégées contre les chocs mécaniques et tout particulièrement contre les collisions de véhicules dues à une fausse manœuvre du conducteur.

### **Article 2.2.2 Ventilation / Chauffage**

En plus des ouvertures en parties haute et basse permettant une ventilation naturelle des conteneurs abritant les compresseurs, la ventilation des conteneurs est assurée par un dispositif mécanique de façon à éviter toute stagnation de poches de gaz à l'intérieur des conteneurs, et de sorte qu'en aucun cas une fuite accidentelle ne puisse donner naissance à une atmosphère toxique ou explosive. L'air neuf, introduit en partie basse du conteneur, doit provenir d'une zone où il n'est pas susceptible d'apparaître une atmosphère inflammable ou explosible. L'extraction de l'air s'effectue en partie haute de manière à éviter toute accumulation de gaz au niveau du toit du conteneur.

Cette ventilation est réalisée de façon à ce que, dans les conditions normales de services, celle-ci soit apte à :

- renouveler le volume d'air 5 fois par heure ;
- assurer qu'il n'y a pas d'espace « mort » où du gaz pourrait s'accumuler ;
- fournir une ventilation suffisante pour garantir les spécifications de refroidissement de l'air lors du fonctionnement des équipements.

Le fonctionnement de la ventilation mécanique est asservi à une détection sensible au gaz utilisé, installée dans chaque conteneur compresseur conformément à la réglementation en vigueur. Une commande manuelle de la ventilation est mise en place. Un dysfonctionnement de la détection et de la ventilation mécanique doit entraîner la mise en sécurité des installations (déclenchement de l'alarme et MSU).

La ventilation mécanique continue de fonctionner, à minima pendant 1/2 heure, en cas d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation provoquée par le système de détection de gaz. En cas de mise en sécurité déclenchée par une détection incendie, l'aération mécanique est mise à l'arrêt.

Le chauffage des conteneurs ne peut se faire qu'au moyen d'eau chaude, de vapeur ou d'air chaud produit à l'extérieur, ou d'un radiateur électrique antidéflagrant agréé pour les atmosphères explosives.

### **Article 2.2.3 Compresseurs et ses annexes**

La puissance absorbée électrique maximale de l'installation de compression est de 890 kW. Elle se compose de 3 compresseurs mécaniques de puissance unitaire de 408 kW, permettant de délivrer le gaz à une pression de 244 bars maximum vers le stockage en bouteilles. Seuls 2 compresseurs fonctionnent en simultané et à tour de rôle (maintenance, panne). Le gaz chauffé par la compression est refroidi par des échangeurs à eau en circuit fermé. Un sécheur de gaz avec filtre est aménagé en amont des compresseurs pour la purification du gaz et la protection des équipements.

Le débit de gaz en sortie des compresseurs est limité à 6000 Nm<sup>3</sup>/h.

Les moteurs sont de type antidéflagrant. Chaque compresseur est muni d'une plaque accessible sur laquelle ses caractéristiques sont reportées.

Les compresseurs sont conçus pour opérer en toute sécurité et sont supposés être capables de fonctionner en continu en pleine charge. Les compresseurs sont munis d'un dispositif adapté qui protège le système contre des pulsations de pression inadmissibles.

Les compresseurs et leurs équipements annexes (conteneurs les abritant, raccords d'entrée et de sortie...) sont conçus et pourvus de moyens suffisants pour minimiser la transmission des vibrations mécaniques vers la structure (tels que pose sur support ou socle, mise en place de manchons anti-vibratoires ou autres moyens équivalents). Les raccords d'entrée et de sortie des compresseurs sont conçus pour éviter la transmission des vibrations.

Le débit nominal de gaz délivrable par chaque compresseur est de 3500 Nm<sup>3</sup>/h, mais la capacité totale de la station de compression est limitée à 6000 Nm<sup>3</sup>/h en sortie du système de compression. Les compresseurs sont alimentés directement depuis le poste de livraison gaz via une canalisation d'alimentation principalement enterrée et équipée d'une protection cathodique. La portion aérienne fait l'objet d'une protection physique contre les chocs mécaniques et tout particulièrement contre les collisions avec des véhicules dues à une fausse manœuvre d'un conducteur.

Le gaz fourni par les compresseurs ne doit provoquer aucun dysfonctionnement des équipements en aval des compresseurs en ce qui concerne la corrosion ou une obstruction éventuelle.

Si la compression comporte plusieurs étages, le gaz est convenablement refroidi à la sortie de chaque étage intermédiaire du compresseur. Des thermomètres permettent de lire la température du gaz à la sortie de chaque étage des compresseurs. Un dispositif est prévu sur le circuit du fluide de refroidissement permettant de contrôler à chaque instant la circulation du fluide. Chaque étage de compression est muni d'une soupape de sécurité adaptée. L'étage final possède une soupape de sécurité de pleine capacité qui est capable de purger à l'atmosphère ou vers un réservoir de récupération, qui possède lui-même une soupape de sécurité.

Un dispositif anti retour adapté est installé sur la canalisation de refoulement des compresseurs afin d'éviter des pertes de pression en aval lorsque les compresseurs sont en décompression ou que le séparateur évacue les liquides.

Un compteur d'heures de marche est disposé.

Les compresseurs sont pourvus de dispositifs, à sécurité positive, arrêtant automatiquement, en toute sécurité, leur fonctionnement si la pression de gaz devient trop faible à son alimentation ou si la pression à la sortie dépasse des valeurs fixées (enclenchement de la MSU dans le cas d'une détection de pression haute ou basse).

Un autre dispositif, à sécurité positive automatique, empêche la mise en marche du compresseur ou assure son arrêt, en toute sécurité (enclenchement de la MSU), en cas de détection d'anomalies de température du gaz comprimé, de débit ou de température du circuit de refroidissement et de lubrification (coupure prévue sur seuils haut ou bas).

Une détection incendie est mise en place dans chaque conteneur. Son déclenchement active automatiquement la fermeture d'une vanne de sectionnement (à sécurité positive) de l'arrivée gaz des installations GNV et actionne une alarme sonore et visuelle, reportée dans le système de sécurité incendie du centre.

En outre, une détection gaz est réalisée dans chaque conteneur. La détection de gaz à 10 % de la LIE entraîne l'arrêt du compresseur concerné. La détection de gaz à 20 % de la LIE entraîne l'arrêt de l'installation GNV avec fermeture automatique de la vanne de sectionnement (à sécurité positive) du poste d'arrivée gaz des installations GNV. La détection gaz est également couplée avec une alarme sonore et visuelle reportée dans le système de sécurité incendie du centre.

Le redémarrage des compresseurs est manuel.

La remise en service du système de régulation se fait manuellement. Des voyants sont disposés pour indiquer que les appareils sont sous tension et que les moteurs sont en fonctionnement. Les compresseurs se coupent en toute sécurité en cas de perte d'alimentation électrique.

L'arrêt des compresseurs peut être commandé manuellement en actionnant des boutons poussoirs d'arrêts d'urgence, ou systèmes équivalents, judicieusement répartis, dont l'un au moins est placé à l'extérieur de l'atelier de compression. Leur enclenchement permet l'arrêt de l'installation et la fermeture automatique de la vanne de sectionnement de l'alimentation en GNV du site.

Une vanne manuelle d'isolement est installée à l'extérieur du conteneur, en amont des systèmes de compression. Cette vanne permet de couper l'alimentation en gaz de chaque compresseur chaque fois que celui-ci est à l'arrêt.

Toutes dispositions sont prises pour éviter les rentrées d'air en un point quelconque du circuit gazeux, en particulier en cas de déclenchement du dispositif de MSU. La séquence d'arrêt qui enclenche alors la fermeture de l'ensemble des vannes de sécurité inclut notamment une fermeture différée de la vanne d'isolement située à l'admission du poste de compression afin d'éviter toute aspiration d'air dans la conduite en dépression pendant l'arrêt d'urgence.

Des filtres, maintenus en bon état de propreté, empêchent la pénétration des poussières dans le compresseur.

Le gaz doit être convenablement épuré et déshydraté avant le stockage. Pour ce faire, un dispositif de séchage et de filtration du gaz est aménagé sur chaque compresseur et est maintenu en bon état de fonctionnement, pour assurer la purification du gaz avant son transfert vers le stockage tampon et les bornes de charge lente.

Les différentes opérations effectuées pour la vérification, le remplacement et la maintenance de l'ensemble des dispositifs (séchage, filtration, pressostat, ...) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. L'exploitant veille également à la qualification professionnelle et à la formation à la sécurité dispensée aux opérateurs.

Des dispositifs efficaces de purge sont placés sur tous les appareils aux emplacements où des produits de condensation sont susceptibles de s'accumuler. Toutes mesures sont prises pour assurer l'évacuation des produits de purge et pour éviter que la manœuvre des dispositifs de purge ne crée des pressions dangereuses pour les autres appareils ou pour les canalisations.

#### **Article 2.2.4 Consignes de sécurité et d'exploitation**

Outre les consignes déjà prévues dans le présent arrêté, il est interdit de fumer, d'apporter du feu sous une forme quelconque ou d'effectuer des travaux susceptibles de produire des étincelles dans l'enceinte des conteneurs des compresseurs ou à leur proximité immédiate. Toute intervention nécessitant un feu nu fait obligatoirement l'objet d'un permis de feu. L'interdiction de fumer et de pénétrer avec une flamme nue est affichée de façon bien visible.

Un livret d'entretien sur lequel sont indiquées toutes les opérations ou constatations effectuées au cours de l'exploitation est tenu à jour. Les comptes rendus des interventions prescrites par la réglementation sont annexés aux dossiers de contrôle dans lesquels sont rassemblés les documents concevant les divers éléments de l'installation (plans, états descriptifs, consignes d'exploitation, procès-verbaux ou certificats d'essais, etc.). Ce livre est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant installe également, près des accès des zones à risque incendie, une plaque indicatrice de manœuvre des équipements de sécurité et des extincteurs adaptés aux risques, bien visibles et facilement accessibles.

## **CHAPITRE 2.3 STOCKAGE DE GAZ COMPRIMÉ À 300 BARS**

#### **Article 2.3.1 Implantation**

Les bouteilles sont disposées à l'air libre dans une zone clôturée, fermée à clefs et disposant d'un muret de protection afin de les protéger contre d'éventuelles collisions avec des véhicules.

Dans les cas où l'aire de stockage est protégée par un auvent, celui-ci est réalisé de telle sorte qu'il n'y ait pas de possibilité d'accumulation de gaz dans sa partie supérieure. La mise en place de l'auvent ne doit pas empêcher la ventilation naturelle de l'aire de stockage et doit permettre l'évacuation des gaz en cas de fuite. L'auvent est construit en matériaux incombustibles et légers afin de limiter les risques de projection en cas d'explosion.

Toutes dispositions sont prises pour éviter la chute des bouteilles-réservoirs et assurer une stabilité suffisante de ces dernières.

L'accès au stockage est interdit à l'exception du personnel qualifié et formé au risque GAZ.

L'implantation du stockage de gaz en bouteille respecte les distances minimales suivantes :

- 6 m des stockages d'autres carburants ;
- 5 m des distributeurs de carburants ;
- 3 m des ouvertures des bâtiments du site ;
- 5 m des limites de propriété.

Toutes dispositions, en particulier le respect des distances d'éloignement préconisées ci-avant, sont prises pour supprimer la formation d'un jet enflammé en dehors des limites de l'établissement à partir du stockage.

#### **Article 2.3.2 Réservoirs et annexes**

Le stockage de gaz en bouteilles est alimenté directement par le système de compression via une canalisation gaz aérienne située en dehors de la voirie dans la zone technique de la station de compression (cette zone étant inaccessible aux bus, seules des personnes formées peuvent y accéder). Le gaz naturel est stocké sous une pression de 300 bars. La capacité totale de stockage est de 3 000 kg au maximum.

Toutes dispositions sont prises pour que la pression maximale de service dans une des bouteilles du stockage ne soit jamais atteinte, notamment en équipant les réservoirs des dispositifs suivants :

- double clapet anti-retour d'emplissage (ou tout autre dispositif offrant une sécurité équivalente) ;
- soupapes de sécurité implantées à chaque étage de compression ;
- vannes manuelles d'isolement implantées en amont et en aval du stockage ;
- manomètres et dispositifs de contrôle du niveau maximal de remplissage sur chaque unité de stockage ;

- dispositif automatique de régulation fermant l'entrée du stockage dès que la pression maximale est atteinte sur le circuit ;
- dispositif de sécurité permettant une dépressurisation contrôlée des gaz en cas d'incendie.

La décompression est réalisée par des vannes de purge, non réglables.

Une vanne automatique et à sécurité positive, asservie à la détection de pression, permettant la coupure en cas d'urgence est installée sur les canalisations d'entrée et de sortie de chaque groupe de réservoirs de l'installation de stockage. Des capteurs mesurent et transmettent la pression en continue au système téléométrique centralisé ; toute anomalie génère une coupure de la distribution de gaz.

Les réservoirs sont protégés de façon efficace contre la corrosion, quelle que soit son origine, et le gel.

Les réservoirs isolés du sol, notamment ceux qui sont fixés sur des fondations en béton, sont mis à la terre pour éviter tout danger d'électrisation, soit par électrisation atmosphérique, soit par développement de charges statiques sous une cause quelconque.

Les réservoirs sont disposés de façon à pouvoir être purgés efficacement par du personnel qualifié. Une procédure établie par l'exploitant définit les critères qui amènent à la réalisation de cette opération.

Les réservoirs sont placés de manière à faciliter leur accès lors de travaux nécessaires pour l'entretien et/ou en cas d'incident ou d'accident.

### **Article 2.3.3 Consignes de sécurité et d'exploitation**

Outre, les dispositions prévues à l'article 2.1.7. du présent arrêté, une attention particulière est apportée pour ne pas dépasser les conditions de pression et de température de service.

Toutes précautions utiles sont prises, au moment du remplissage, pour procéder à une élimination préalable de l'air des réservoirs avant toute introduction de gaz combustible.

Les réservoirs et leurs équipements sont maintenus en bon état et inspectés périodiquement.

Préalablement à tous travaux, un permis de travail et/ou permis feu est établi par l'exploitant.

Notamment, la remise en état de la protection extérieure est à effectuer lorsque son état l'exige. Elle peut être faite sur place sous réserve du respect des conditions suivantes :

- contrôle préalable de l'étanchéité de réservoir, des accessoires et des canalisations du dépôt ;
- mise en place d'une liaison électrique équipotentielle entre le réservoir et le matériel pneumatique ou électrique d'intervention.

Lors du remplacement de réservoirs, toutes dispositions sont prises pour protéger les tuyauteries.

Avant travaux sur les réservoirs, des prélèvements et analyses de l'atmosphère des réservoirs sont réalisés pour s'assurer de l'absence d'une atmosphère explosive à l'intérieur des réservoirs. Les canalisations aboutissant au réservoir sont isolées de celui-ci de manière visible et parfaitement efficace de façon à éviter toute entrée accidentelle de gaz dans le réservoir, au cours des réparations ayant nécessité sa vidange et sa purge.

L'aire de stockage est équipée d'une détection gaz et d'une détection incendie conformes aux normes en vigueur. Toute détection dans cette zone entraîne la MSU de l'installation.

## **CHAPITRE 2.4 DISTRIBUTION CHARGE RAPIDE**

### **Article 2.4.1 Implantation**

L'aire de remplissage de la charge rapide est située à l'air libre.

L'aire de distribution est protégée par un auvent réalisé de telle sorte qu'il n'y ait pas de possibilité d'accumulation de gaz dans sa partie supérieure. La mise en place de l'auvent ne doit pas empêcher la ventilation naturelle de l'aire de distribution et doit permettre l'évacuation des gaz en cas de fuite. L'auvent est construit en matériaux incombustibles et légers, afin de limiter les risques de projection en cas d'explosion.

Les appareils distributeurs, équipés d'un habillage en matériau incombustible, sont disposés sur îlots surélevés équipés d'une barrière de protection pour les opérateurs et machinistes. Ils sont soigneusement ancrés et protégés contre les heurts des véhicules par îlots surélevés équipés de barrières de protection.

Les distributeurs sont positionnés de telle sorte que les véhicules aient un espace suffisant pour manœuvrer en entrant et sortant de leur position de ravitaillement.

Les pistes et les voies d'accès ne sont pas en impasse.

Les aires de stationnement des bus GNV sur les pistes de charge rapide permettent une évacuation en marche avant.

#### **Article 2.4.2 Distributeurs et annexes**

L'installation comporte 3 postes de charge rapide, destinés exclusivement à l'approvisionnement interne des bus :

- 2 pistes principales avec deux appareils distributeurs chacune (un pour la recharge des bus standards et un pour la recharge des bus articulés) ;
- 1 piste de secours avec un seul appareil distributeur.

Les canalisations de liaison, entre l'appareil distributeur et les réservoirs de stockage à partir desquels il est alimenté, comportent un point faible destiné à se rompre en cas d'arrachement accidentel de l'appareil de distribution. Sur ces canalisations, des dispositifs automatiques, placés de part et d'autre de ce point faible, doivent interrompre tout débit gazeux en cas de rupture.

Une vanne manuelle d'isolement de l'alimentation en gaz est installée à l'extérieur, en amont des appareils de distribution.

Des boutons poussoirs d'arrêts d'urgence sont installés sur chaque appareil distributeur de charge rapide. Ils permettent l'arrêt de la distribution de l'appareil concerné par fermeture des électrovannes de l'appareil.

Un arrêt d'urgence, sur potelet de sécurité, est installé sur les îlots de charge rapide. Ceux-ci, par action manuelle, agissent sur la mise en sécurité ultime de l'installation.

Chaque appareil de distribution est équipé de soupapes de sécurité et de dispositifs permettant de limiter la pression et la température du gaz débité aux valeurs prévues pour le fonctionnement normal de l'appareil.

Une détection de fuite de gaz est mise en œuvre dans la zone de charge rapide.

Une détection gaz est mise en œuvre dans la zone de charge rapide. Elle entraîne l'information du personnel avec une alarme sonore et visuelle reportée dans le système de sécurité incendie du centre, la mise en sécurité de l'installation et la mise en œuvre des consignes de sécurité correspondantes.

La mise en sécurité de l'installation consiste au minimum en :

- pour une détection à 10 % de la LIE, l'isolement de l'alimentation en gaz des appareils de distribution ;
- pour une détection à 20 % de la LIE, la MSU telle que définie à l'article 2.1.7.

Les autres dispositifs de sécurité suivants sont mis en œuvre :

- dispositifs automatiques d'arrêt de la distribution lorsque le niveau maximal de remplissage du réservoir du bus est atteint ;
- dispositifs automatiques interdisant le remplissage en cas de mauvais raccordement du pistolet de distribution et conditionnant le démarrage de la distribution à un actionnement manuel ;
- dispositifs mécaniques limitant le débit à la valeur nominale des appareils distributeurs ;
- système de dépressurisation avant déconnexion, le gaz étant évacué vers un événement tel que défini à la prescription 2.1.5.

La mise en place d'un compteur est réalisée de telle sorte qu'elle ne puisse pas être à l'origine d'une explosion (alimentation électrique adaptée, et/ou compartiment étanche au gaz, etc.)

L'habillage des distributeurs possède des orifices d'aération en partie haute et basse des appareils.

La ventilation est mécanique, l'arrêt de la ventilation entraînant l'arrêt automatique de l'appareil.

Ces appareils sont conçus afin d'empêcher toute pénétration de gaz de la partie où le gaz est présent, vers la partie où sont présents des composants électriques et électroniques.

Les flexibles sont régulièrement vérifiés et changés aussi souvent que nécessaire, la durée de vie de ces derniers ne pouvant excéder six ans. Les flexibles ont leurs caractéristiques (année de fabrication, condition de conception, nom du fabricant et son identification) marquées distinctement sur leur longueur. La longueur de l'ensemble du flexible n'excédera quatre mètres.

En dehors des opérations de ravitaillement, les flexibles sont remisés en dehors de la piste où circulent les véhicules et maintenus d'une manière adéquate pour éviter la fissuration et le frottement. De plus, la tubulure de remplissage est remise de manière à éviter l'humidité et l'introduction de débris. Tout est mis en œuvre pour que les flexibles ne soient jamais en contact avec le sol.

Les flexibles ont une pression d'éclatement égale ou supérieure à quatre fois la pression de service maximale.

Les flexibles sont munis à une de leurs extrémités :

- d'un point faible ou d'un raccord séparable destiné à se rompre ou se détacher en cas de traction anormale sur le flexible ;
- des dispositifs automatiques, placés de part et d'autre de ce point faible ou de ce raccord et interrompant tout débit gazeux en cas de rupture.

Les raccords du tuyau peuvent supporter une force appliquée en longueur supérieure à la force nécessaire à l'intervention du dispositif de coupure.

Une fois raccordé sur le véhicule, l'appareil de distribution et le véhicule sont équipotentiels et mis à la terre.

L'appareil de distribution est équipé d'un dispositif permettant de déclencher manuellement le remplissage du réservoir après connexion du pistolet à l'about du réservoir.

#### **Article 2.4.3 Consignes de sécurité et d'exploitation**

Lors de l'opération de charge rapide, un opérateur formé aux risques GAZ est présent à proximité de l'appareil de remplissage et en mesure de déclencher la coupure d'urgence. Le personnel dédié à la conduite des opérations de distribution de GNV est informé des instructions de service et de sécurité. Un manuel de référence technique est disponible au niveau de la zone de charge.

Il est interdit d'envoyer directement le gaz des compresseurs dans les réservoirs des véhicules à ravitailler. Les distributeurs de charge rapide sont alimentés par les compresseurs via le stock tampon de bouteilles.

L'acheminement du gaz depuis le stock tampon dans les appareils distributeurs se fait naturellement par la pression contenue dans les bouteilles de stockage qui sont rechargées automatiquement par les compresseurs.

Le gaz est délivré dans les réservoirs des bus à une pression de 200 bars. La durée moyenne d'une opération de remplissage est de l'ordre de quelques minutes.

Le gaz naturel fourni par la station-service est odorisé au même niveau qu'à l'entrée des compresseurs et a les caractéristiques (teneurs en eau et poussières, température, etc.) requises pour l'utilisation en toute sécurité du matériel de distribution et des véhicules gaz.

Le chargement ne peut se faire que si le moteur du véhicule est arrêté.

Il est interdit d'alimenter un véhicule dont toutes les bouteilles n'auraient pas des caractéristiques de pressions et de température maximales de service au moins égales à celles du gaz distribué.

La charge rapide des véhicules doit être réalisée sur des réservoirs adaptés à ce type d'opération.

En fin de chargement, le tuyau de remplissage est débranché avec précaution afin d'éviter une émission de gaz, puis replacé convenablement sur le distributeur.

Le remisage de véhicules au niveau de la zone de charge rapide en dehors des opérations de ravitaillement est strictement interdit.

Des instructions pour le ravitaillement (mode d'emploi) sont affichées clairement, visiblement et de façon inaltérable sur les distributeurs à côté de chaque tuyau flexible.

Ces instructions indiquent également les précautions à prendre, notamment l'interdiction de fumer et l'obligation d'arrêter le moteur, les dangers potentiels (haute pression par exemple) et la conduite à tenir en cas d'incendie ou d'incident (alarme, alerte, arrêt des pompes, attaque au feu, etc.).

L'effet de refroidissement qui se produit lorsque le système est dépressurisé doit être pris en compte.

La zone de charge rapide est équipée de moyens de lutte incendie (extincteurs, extincteurs sur roues et couverture anti-feu).

## **CHAPITRE 2.5 DISTRIBUTION CHARGE LENTE**

### **Article 2.5.1 Implantation**

123 postes de charge lente sont aménagés pour la recharge des bus. Ils sont répartis sur 7 zones de charge alimentées par 7 branches indépendantes les unes des autres. La durée d'une opération de remplissage est de l'ordre de plusieurs heures.

La charge lente est une distribution de type « à la place » pour laquelle la charge est réalisée au niveau des places de stationnement des bus directement depuis les installations de compression via un flexible fixé sur un poteau de distribution, sans appareil distributeur.

Dans les cas où l'aire de distribution est protégée par un auvent, celui-ci est réalisé de telle sorte qu'il n'y ait pas de possibilité d'accumulation de gaz dans sa partie supérieure. La mise en place de l'auvent ne doit pas empêcher la ventilation naturelle de l'aire de distribution et doit permettre l'évacuation des gaz en cas de fuite. L'auvent est construit en matériaux incombustibles et légers, afin de limiter les risques de projection en cas d'explosion.

Les poteaux de distribution de gaz sont situés à l'air libre, au niveau de la zone dite « aire de remisage ».

Ces poteaux sont conçus et aménagés de façon à protéger le système de distribution contre les chocs mécaniques et tout particulièrement contre les collisions avec des véhicules dues à une fausse manœuvre d'un conducteur ; des moyens tels que butée standard, bordure de trottoir, arceaux métalliques... sont mis en œuvre.

Les postes de charge sont positionnés de telle sorte que les véhicules aient un espace suffisant pour manœuvrer en entrant et sortant de leur position de ravitaillement et permettent une évacuation en marche avant.

L'implantation des canalisations d'alimentation et des poteaux de distribution répond aux caractéristiques suivantes :

- pour les postes de charge lente des bus « standards » (bus non articulés) situés en limite Est et postes « double face » situés au centre de l'aire de remisage : l'alimentation en gaz est faite par une canalisation enterrée en acier inoxydable et de diamètre 30 mm, implantée en caniveaux visitables. Des potelets sont utilisés pour la fixation des pistolets de distribution. Ces potelets sont équipés de raccords cassants de sécurité de type break away interrompant le débit de gaz en cas d'arrachement,
- pour les postes de charge lente des bus articulés, postes « simple face ». L'alimentation en gaz est faite par une canalisation aérienne en acier inoxydable et de diamètre 30 mm, fixée sur une structure en acier (non munie d'auvent) à une hauteur de 4 m par rapport au sol pour éviter les chocs avec des véhicules. Les pistolets de distribution sont suspendus sous la structure en acier.

### **Article 2.5.2 Poteaux de distribution et annexes**

Chaque branche de distribution vers les postes de charge lente est munie d'une détection de pression basse. Les pressions mesurées sont transmises en continu au système télémétrique centralisé ; toute anomalie déclenche une coupure de la distribution de gaz.

Une vanne manuelle d'isolement de l'alimentation en gaz est installée à l'extérieur, en amont des branches de distribution.

Les installations de charge lente sont également équipées des moyens de sécurité suivants :

- un système (boutons poussoirs d'arrêts d'urgence) disposé à chaque extrémité de la ligne de distribution et tous les 50 mètres au moins permet par une action manuelle la mise en sécurité ultime de l'installation ;
- un système de détection d'une surpression sur la ligne gaz de la rampe de distribution est mis en place et engendre l'isolement en gaz de la rampe concernée ;
- des dispositifs automatiques permettant l'arrêt de la distribution lorsque le niveau maximal de remplissage du réservoir est atteint ;
- des dispositifs automatiques interdisant le remplissage en cas de mauvais raccordement du pistolet de distribution et conditionnant le démarrage de la distribution à un actionnement manuel ;
- des dispositifs mécaniques limitant le débit à la valeur nominale des appareils distributeurs ;
- des vannes manuelles d'isolement du circuit gaz ;
- des soupapes de sécurité sur circuit gaz ;
- un système de dépressurisation avant déconnexion du pistolet de charge ;
- des extincteurs adaptés aux risques incendie et des couvertures anti-feu sont répartis sur la zone de charge lente, de façon à être visibles et facilement accessibles.

Les poteaux de distribution sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement, relatives aux appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Les flexibles sont régulièrement vérifiés et changés aussi souvent que nécessaire, la durée de vie de ces derniers ne pouvant excéder six ans. Les flexibles ont leurs caractéristiques (année de fabrication, condition de conception, nom du fabricant et son identification) marquées distinctement sur leur longueur. La longueur de l'ensemble du flexible n'excède pas quatre mètres.

En dehors des opérations de ravitaillement, les flexibles sont remisés en dehors de la piste où circulent les véhicules et maintenus d'une manière adéquate pour éviter la fissuration et le frottement. De plus, la tubulure de remplissage est remise de manière à éviter l'humidité et l'introduction de débris. Tout est mis en œuvre pour que les flexibles ne soient jamais en contact avec le sol.

Les flexibles ont une pression d'éclatement égale ou supérieure à quatre fois la pression de service maximale.

Les flexibles de distribution de la charge lente sont équipés de raccords cassants de sécurité de type Break-Away.

Les raccords du tuyau peuvent supporter une force appliquée en longueur supérieure à la force nécessaire à l'intervention du dispositif de coupure.

La partie métallique des poteaux de distribution est reliée à la terre.

Une fois raccordé sur le véhicule, l'appareil de distribution et le véhicule sont équipotentiels et mis à la terre.

### **Article 2.5.3 Consignes de sécurité et d'exploitation**

En plus de l'application des consignes d'exploitation et de sécurité déjà prévues dans le présent arrêté, des rondes sont effectuées périodiquement pour contrôler les installations de charge lente (a minima une fois par nuit et présence humaine épisodique durant la journée).

Des instructions pour le ravitaillement (mode d'emploi) sont affichées clairement, visiblement et de façon inaltérable dans les zones de charge lente.

Ces instructions indiquent également les précautions à prendre, notamment l'interdiction de fumer et l'obligation d'arrêter le moteur, les dangers potentiels (haute pression par exemple) et la conduite à tenir en cas d'incendie ou d'incident (alarme, alerte, arrêt des pompes, attaque au feu, etc.).

L'effet de refroidissement qui se produit lorsque le système est dépressurisé doit être pris en compte.

Afin de limiter le risque d'effets sortants en cas d'incident sur le Centre Technique Municipal (CTM), riverain du site, le remisage, le stationnement et l'arrêt des bus est interdit sur les 13 places de stationnement faisant face à l'atelier du CTM, durant les horaires de travail de ce site, à savoir de 07h00 à 17h00, du lundi au vendredi inclus, durant toute l'année. Cette interdiction fait l'objet d'une signalisation appropriée.

Une procédure est mise en place afin d'alerter le CTM en cas de dysfonctionnement des installations susceptible d'engendrer une situation de danger. Cette procédure est testée au moins 1 fois par an dans le cadre des exercices de lutte contre l'incendie prescrits par l'article 1.4.2.

## **TITRE 3 PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À L'ATELIER DE RÉPARATION ET D'ENTRETIEN DES VÉHICULES, AU REMISAGE DES BUS EN INTÉRIEUR ET À LA CHARGE ÉLECTRIQUE DE BUS.**

### **Article 3.1.1 Atelier de réparation**

L'atelier de réparation et d'entretien des véhicules du site, d'une superficie de 4420 m<sup>2</sup> est exploité conformément aux prescriptions du titre I du présent arrêté, aux dispositions applicables aux installations existantes de l'annexe II de l'arrêté du 04 juin 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2930 relative aux ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie, et aux prescriptions suivantes joints en annexe du présent arrêté.

L'atelier de maintenance est dédié à la réparation et à l'entretien des bus du centre. Pour les interventions concernant les bouteilles GNV ou le circuit GNV de l'autobus, les véhicules sont préalablement purgés du GNV à l'aide d'un compresseur de transfert situé dans le remisage extérieur. Pour les autres interventions de maintenance plus courante, les véhicules conservent du GNV dans les bouteilles afin de pouvoir circuler dans le centre bus.

Les réparations intéressant des véhicules gaz peuvent être effectuées dans l'atelier existant, mais sous les réserves suivantes :

- l'atelier est ventilé de telle sorte qu'il ne puisse y avoir accumulation de gaz notamment dans les combles ;
- l'atelier est équipé de systèmes permettant la détection de gaz ;
- la ventilation est asservie à la détection de gaz. Le désenfumage est asservi à la détection incendie. Tous deux fonctionnent séparément mais utilisent les mêmes équipements. Ils peuvent être par ailleurs commandés manuellement depuis le CMSI du SSI installé dans le poste de sécurité ;
- la détection de gaz (20 % de la LIE) entraîne la mise en sécurité de l'Atelier (enclenchement de la ventilation à grande vitesse, fermeture des portes de l'atelier pour favoriser l'extraction du gaz alarme sonore et visuelle, évacuation et autres dispositions décrites par l'exploitant dans ses consignes de sécurité) ;
- la toiture de l'atelier est équipée d'ouvrants permettant l'évacuation des gaz et des fumées ;
- l'entretien et la réparation d'un véhicule à gaz est réalisé par du personnel compétent, formé et habilité au préalable à la technique et au risque gaz ;
- l'intervention sur le système de gaz en cas de suspicion de fuite de gaz ne s'effectue qu'après s'être assuré de l'absence de toute source potentielle d'inflammation présente dans un rayon de trois mètres ;
- l'entretien d'une partie du système gaz ne peut s'effectuer que si les réservoirs sont isolés (à moins qu'ils soient nécessaires pour l'Opération) et qu'il n'y a aucune source potentielle d'inflammation à moins de un mètre du système à gaz ;
- toutes dispositions sont prises pour maintenir l'atelier en état de propreté permanent ;
- le stockage de matières combustibles et inflammables dans les zones de sécurité définies par l'exploitant est strictement interdit ;
- tout véhicule gaz ayant subi un accident avec dommages matériels sur le véhicule doit faire l'objet d'une vérification complète du système gaz ;
- les réparations sont assurées par du personnel compétent formé au préalable à la technique et au risque gaz ;
- les pièces de remplacement ont les spécifications d'origine et leur mise en œuvre correspond aux recommandations du constructeur ;
- après toute intervention sur les tuyauteries ou des tubulures amenant le gaz, il est réalisé un contrôle du système en utilisant une méthode de détection de fuites appropriée pour vérifier toute la plage des pressions de service ;
- tous les travaux sur les parties autres que le système gaz ne doivent pas affecter l'intégrité du système gaz et l'avis d'une personne compétente est requis avant travaux ;
- l'exploitant s'assure de la bonne élimination des réservoirs réformés, des justificatifs sont établis et conservés par l'exploitant.

L'exploitant répartit près des accès et dans les dégagements des extincteurs portatifs appropriés au risque à combattre, à raison de 9 litres de produit extincteur ou équivalent par 250 m<sup>2</sup> de surface. En outre, la distance maximale à parcourir pour atteindre l'extincteur le plus proche ne doit pas dépasser dix mètres.

L'exploitant installe des robinets d'incendie, de diamètre nominal (DN) 40, conformément aux normes en vigueur.

### **Article 3.1.2 Remisage intérieur**

Le remisage intérieur (dans les locaux couverts) des bus GNV est autorisé sous réserve de la mise en place de systèmes de détection de gaz placés de façon judicieuse dans l'ensemble des zones prévues pour le remisage intérieur et où des fuites de gaz sont susceptibles d'avoir lieu. La ventilation et le désenfumage sont asservis à cette détection, entraînant ainsi la mise en sécurité des locaux.

### **Article 3.1.3 Charge de bus électriques**

La charge de bus électriques est réalisée à l'air libre, au Nord-Ouest du site, à une distance d'au moins 9 m des zones de charge GNV. La charge électrique est réalisée par six bornes. L'aire de charge électrique est équipée d'un extincteur à poudre de 50 kg.